

Violations de frontières en Lituanie : «L'Union européenne doit se défendre face à l'attaque biélorusse»

Anne-Marie Goussard

FIGAROVOX/TRIBUNE - Depuis juin, des migrants instrumentalisés par le pouvoir biélorusse se mêlent aux dissidents du régime qui fuient le pays et sont accueillis par l'Union Européenne. Anne-Marie Goussard s'inquiète de cette guerre hybride, soutenue par le Kremlin.

Anne-Marie Goussard est présidente de la coordination des associations France-Lituanie et présidente de l'association Europe Unie. Elle est l'auteur de [Des murs à abattre - Témoignage d'une militante engagée pour la liberté, Moscou, Vilnius, Kaliningrad, Jamba, Kiev](#) (L'Harmattan, 2010) et a coordonné l'ouvrage collectif «Lituanien, j'écris ton nom» (L'Harmattan, 2020).

Depuis le début de cette année et particulièrement depuis le mois de juin, des migrants sont utilisés et instrumentalisés par le pouvoir biélorusse. Il s'agit d'une nouvelle forme d'attaque contre l'Union européenne et les pays Lituanie, Lettonie, Pologne...qui accueillent les Biélorusses menacés par le régime : politiques, étudiants, journalistes, blogueurs ou simples citoyens.

Le 23 mai dernier, un vol commercial privé entre deux capitales de l'UE, Athènes et Vilnius, était détourné par le pouvoir biélorusse pour arrêter le journaliste Roman Protassevitch qui se trouvait à bord. Alors que l'Union européenne a décidé de renforcer les sanctions contre Minsk, la Lituanie qui protège quelque 500 kms des frontières extérieures de l'espace Schengen a vu une augmentation massive des entrées illégales sur le territoire européen.

Au début de cette année, les migrants et réfugiés déjà très nombreux se mêlaient aux Biélorusses qui fuyaient les persécutions du régime. Depuis les opérations ont pris une tout autre dimension. Ces mouvements sont très organisés. Ainsi, concrètement concernant les migrants irakiens, il a été établi que des agences de voyage biélorusses sont allées chercher leurs «clients» à Bagdad, les ont accueillis quelques jours à Minsk avant de les pousser «*manu militari*» vers la frontière de l'UE. Il existe ainsi de nombreuses vidéos montrant des soldats biélorusses qui les accompagnent jusqu'à la frontière sous la pression des armes. En réalité, ces migrants ne viennent pas de leur propre gré. En concertation étroite avec les autorités lituaniennes, depuis quelques jours l'Irak a stoppé les vols vers Minsk sauf à vide pour rapatrier ceux qui le souhaitent. Mais d'autres réfugiés et migrants prennent le relais.

La Lituanie est particulièrement visée pour son engagement en faveur de la démocratie et son soutien au peuple biélorusse avec notamment l'accueil de Svetlana Tsikhanovskaja, et de nombreux opposants qu'ils soient journalistes, intellectuels ou simples citoyens mais aussi d'étudiants depuis presque 15 ans avec l'ouverture de l'université libre de Vilnius...

Actuellement, la Lituanie doit faire face à une agression qui est une agression contre les frontières extérieures de l'Europe. Elle défend les frontières de l'Union Européenne. La Lituanie est un pays d'accueil. Plusieurs Irakiens y sont installés, ont appris le lituanien et y travaillent. Les Lituanien défendent les droits de ces Irakiens qu'on est allé chercher chez eux, et qu'on envoie de force en Lituanie.

Ce qui se passe aujourd'hui ne concerne donc pas que la Lituanie. Il s'agit d'une question européenne. C'est la frontière de l'Union européenne qui est attaquée et elle l'a bien compris. Elle réaffirme que *«l'instrumentalisation des migrants et des réfugiés est absolument inacceptable. L'utilisation d'êtres humains dans le besoin à des fins de promotion d'objectifs politiques viole les valeurs et principes européens fondamentaux. C'est pourquoi l'UE et ses États membres condamnent l'instrumentalisation des migrants et des réfugiés par le régime biélorusse. (...) L'Union Européenne et ses États membres, dans un esprit de solidarité, ont déjà accru leur soutien, notamment par le déploiement de l'intervention rapide de Frontex aux frontières et d'une assistance technique supplémentaire, et sont prêts à le renforcer encore davantage. Les États membres fourniront rapidement le soutien nécessaire pour assurer le déploiement immédiat des équipes et des moyens d'intervention concernés.»*

Alors qu'une barrière physique de barbelés vient d'être érigée à la frontière lituanienne pour limiter le flux, l'armée biélorusse escorte désormais les migrants jusqu'aux frontières lettonnes et polonaises. Elle se met en ligne pour les empêcher de revenir en arrière.

Cette guerre contre l'Union européenne, soutenue par le pouvoir russe, revêt différents aspects : l'influence, la désinformation, l'infiltration... Elle utilise aussi le cyber, les médias, l'arme énergétique... Son objectif est clairement de déstabiliser la société occidentale et de diviser l'Union européenne.

La désinformation vise autant les opinions publiques, leurs relais que les politiques des pays occidentaux particulièrement européens. Il s'agit de créer la confusion plus que de convaincre, de s'appuyer sur la liberté d'expression et d'informer pour désinformer, culpabiliser, diviser, discréditer, d'utiliser la post-vérité pour imposer *«un nouvel ordre mondial post-occidental»* (Sergueï Lavrov, Munich, 18 février 2017). Ainsi, le pouvoir russe continue à attiser par tous les moyens les nationalismes pour isoler les pays européens les uns des autres. Il les préfère séparés les uns des autres plutôt qu'unis.

À travers les médias qu'il contrôle directement et/ou indirectement, Moscou cherche à étendre son influence et sa vision du monde. La guerre de l'information a notamment pour objectif de légitimer son expansionnisme et sa stratégie du fait accompli : annexion de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie en 2008 et des frontières géorgiennes qui continuent de reculer de quelques mètres chaque jour, annexion de la Crimée en 2014, déstabilisation de Donetsk et de Lougansk (en Ukraine) et une guerre qui a déjà fait plus de 14 000 morts, actions militaires directes et indirectes en Syrie, au Haut-Karabakh et dans le Caucase, en Transnistrie... Moscou vise à casser son isolement international lié aux sanctions et éviter toute forme de «*révolution de couleur*», quitte à réécrire l'histoire.

Moscou développe une rhétorique de la paix («*il ne faut pas avoir peur de la Russie*») tandis qu'il positionne des forces conventionnelles aux frontières, multiplie les exercices menaçants, viole des traités internationaux comme le mémorandum de Budapest en Ukraine... Le Kremlin utilise aussi en permanence la référence à l'orthodoxie et aux valeurs chrétiennes mais soutient le président tchéchène Kadyrov et les manifestations anti-Charlie, et abandonne les Arméniens dans leur conflit avec l'Azerbaïdjan.

Mais la guerre hybride va au-delà de la désinformation. Elle s'appuie sur tous les outils d'influence : politiques, militaires, sociaux, diplomatiques, économiques, énergétiques... De nombreux organes stratégiques sont concernés : médias, administrations, grands groupes industriels, entreprises stratégiques... Le *soft power* se manifeste dans les médias, les *think-tanks*, les milieux universitaires, les partenariats avec les ONG, les associations culturelles... Le Kremlin profite d'une forme de faiblesse de certains milieux, d'un manque de compréhension de la nature réelle du régime russe sans parler des *kompromats* (ndlr : documents compromettants, authentiques ou fabriqués, utilisés pour nuire à une personnalité publique).

En parallèle, les mouvements antivax violents qui se sont déroulés à Vilnius le 10 août dernier sont totalement inédits. Ils ne correspondent pas à la culture lituanienne qui même au comble de sa lutte pour l'indépendance au début des années 1990 ne s'est jamais départie de la voie du pacifisme, de la démocratie et... de l'humour. La semaine dernière à Vilnius, rien à voir. Les manifestations spontanées étaient trop bien organisées avec trop de moyens. Mêmes narratifs, mêmes symboles, mêmes discours, mêmes techniques qu'à Paris. Comme à Paris, la présence avérée d'acteurs ne cachant pas leur proximité avec le Kremlin. Le discours assimilant le passe sanitaire à un acte nazi et le port de l'étoile jaune a été fermement dénoncé par la communauté juive lituanienne.

Ce que l'on constate actuellement dans les pays baltes s'inscrit donc dans la continuité d'une guerre hybride menée par Moscou et ses affidés qui s'intensifie. Qu'elle le veuille ou non, l'Union européenne est attaquée. Elle doit se défendre.